



ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE TECHNIQUES AVANCÉES
ENSTA PARIS
828, BOULEVARD DES MARÉCHAUX
CS 75314 - 91762 PALAISEAU CEDEX

APPEL D'OFFRES OUVERT

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

**ACCORD-CADRE RELATIF À DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE MULTI TECHNIQUES
AU PROFIT DU CENTRE DE L'YVETTE D'ENSTA PARIS**

CCAP MA 2023 003 60

CCAG DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DOCUMENTS RÉGISSANT L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 2 – OBJET ET FORME DE L'ACCORD-CADRE	4
2.1 - Objet général de l'accord-cadre.....	4
2.2 – Objet détaillé.....	4
2.3 Forme de l'accord-cadre	4
2.4 – Allotissement	4
2.5 - Variantes et Prestations Supplémentaires Eventuelles	5
ARTICLE 3 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE – DÉLAIS D'EXÉCUTION	5
3.1 – Durée de l'accord-cadre.....	5
3.2 - Contenu des délais et durées d'exécution.....	5
ARTICLE 4 - MONTANTS DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 5 - PRIX.....	6
5.1 - Date d'établissement des prix.....	6
5.2 - Type et forme du prix commun à l'ensemble des lots.....	6
5.3 - Contenu des prix	6
5.4 - Application de la TVA	6
5.5 – Modalités de révision des prix communes aux deux lots.....	6
ARTICLE 6 – CONDITIONS D'EXECUTION COMMUNES ET OPERATIONS DE VÉRIFICATION	7
6.1 – Lieu d'exécution des prestations	7
6.2 Opérations de vérification.....	7
6.2.1 Début d'exécution commun aux deux lots.....	7
6.2.2 Constatation de l'exécution des prestations.....	7
6.2.3 Vérification et admission des prestations poste 1 commun aux deux lots	8
6.2.4 Vérification et admission des prestations poste 2 commun aux deux lots	8
ARTICLE 7 – CONDITIONS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE (POSTES 2)	8
7.1 Durée maximum d'exécution des bons de commande.....	9
7.2 Modalités d'émission des bons de commande	9
ARTICLE 8 – PENALITES	9
8.1 - Autorité habilitée pour les sursis et les prolongations de délais.....	9
8.2 - Pénalités de retard dans l'exécution des prestations.....	9
8.2.1 Pénalités Communes aux deux lots en cas d'absence de remise de documents.....	9
8.2.2 Pénalités applicables au titre de la maintenance préventive (postes 1)	10
8.2.3 Pénalités applicables au titre de la maintenance corrective (postes 2)	10
ARTICLE 9 - CONDITIONS FINANCIÈRES DE L'ACCORD-CADRE	10

9.1 – Avance	10
9.2 – Acomptes	10
9.3 – Financement	10
9.4 – Modalités de paiement	10
<i>9.4.1 - Envoi de la facture au format dématérialisé</i>	<i>10</i>
<i>9.4.2 - Mentions obligatoires</i>	<i>11</i>
9.5 – Généralités.....	11
9.6 - Délai global de paiement.....	11
9.7 - Cession de créance et nantissement	12
9.8 - Gestion des avoirs.....	12
ARTICLE 10 – OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE.....	12
10.1 – Obligation de confidentialité.....	12
10.2 Obligation d’information	12
10.3 – Mesures de sécurité	13
<i>10.3.1 - Contrôle nominatif</i>	<i>13</i>
<i>10.3.2 - Contrôle des accès</i>	<i>13</i>
ARTICLE 11 – MODIFICATION DE L’ACCORD CADRE	14
ARTICLE 12 – RESILIATION	14
12.1 Résiliation pour faute	14
12.2 Résiliation pour motif d’intérêt général	14
ARTICLE 13- CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES	14
13.1 Sous-traitance	14
13.2 Assurance	15
13.3 Changements dans la situation du titulaire.....	15
13.4 Déclaration de non-exclusion des marchés de l’état.....	15
13.5 Infraction à la législation fiscale.....	16
13.6 Lutte contre le travail illégal.....	16
ARTICLE 14- LITIGES	16
ARTICLE 15- DEROGATIONS.....	16

ARTICLE 1 - DOCUMENTS RÉGISSANT L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est soumis aux dispositions du code de la commande publique.

Il est régi par les documents contractuels ci-après dans l'ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE), signé par les représentants de la personne publique et du titulaire, et les annexes du lot concerné (Annexes financières 1 au titre de la Décomposition du Prix global et Forfaitaire DPGF des postes 1 et annexes financières 2 au titre des Bordereaux de Prix Unitaires BPU des postes 2, RIB et le cas échéant la déclaration relative à la sous-traitance) ;
- Le présent Cahier des Causes Administratives Particulières (CCAP MA 2023 003 60), commun aux deux lots ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP MA 2023 003 60) commun aux deux lots ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures courantes et de Services (CCAG/FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le Cadre de Réponse Technique complété par le soumissionnaire ;
- Le Mémoire Technique remis par le soumissionnaire à l'appui de son offre.

ARTICLE 2 – OBJET ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

2.1 - Objet général de l'accord-cadre

Le présent accord cadre a pour objet la maintenance multi techniques du centre de l'Yvette d'ENSTA Paris.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations décrites dans le CCTP MA 2023 003 60 conformément aux exigences techniques du besoin et aux conditions de prix et de délais fixées en annexes 1 et 2 à l'acte d'engagement du lot concerné et suivant les règles définies dans les articles ci-après.

2.2 – Objet détaillé

Les prestations détaillées sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières CCTP MA 2023 003 60.

2.3 Forme de l'accord-cadre

Le présent accord cadre est passé selon la procédure formalisée de l'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-1, et R.2124-1 et R.2124-2 alinéa 1 du code de la commande publique.

Il prend la forme d'un accord cadre mono-attributaire à bons de commande conformément aux articles R.2162-2, R.2162.4, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Cet accord-cadre s'exécute sur la base d'un forfait au titre des postes 1 objet de chaque lot et au fur et à mesure de l'émission de bons de commande pour ses postes 2.

2.4 – Allotissement

L'accord-cadre fait l'objet d'un allotissement en deux lots décomposés comme suit :

Lot 1 : Maintenance des installations électriques

- Poste 1 (forfaitaire) : maintenance préventive
- Poste 2 (à bons de commande) : maintenance corrective

Lot 2 : Maintenance des installations climatiques et hydrauliques (CVC)

- Poste 1 (forfaitaire) : maintenance préventive

- Poste 2 (à bons de commande) : maintenance corrective

L'accord cadre est passé sans minimum de commande et avec un montant maximum par lot pour la partie à bons de commande.

2.5 - Variantes et Prestations Supplémentaires Eventuelles

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le présent accord-cadre ne comporte pas de Prestations Supplémentaires Éventuelles (PSE).

ARTICLE 3 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE – DÉLAIS D'EXÉCUTION

Les durées et les délais prévus au marché s'entendent, sauf dispositions contraires, périodes de congés annuels comprises.

L'ensemble des dispositions suivantes sont communes à l'ensemble des lots.

3.1 – Durée de l'accord-cadre

Le présent accord cadre est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa date de notification.

Il est ensuite reconduit annuellement par tacite reconduction, à sa date anniversaire, sans que sa durée globale ne puisse excéder 48 mois, dans la limite de 3 reconductions.

Conformément à l'article R.2112-4 du code de la commande publique, la reconduction prévue est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer. En cas de non-reconduction, l'acheteur prendra par écrit (lettre recommandée avec accusé de réception) la décision de ne pas reconduire l'accord-cadre, au plus tard deux mois avant la fin de la période en cours.

3.2 - Contenu des délais et durées d'exécution

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations conformément au planning d'intervention établi par ses soins et validé par la DSPI.

ARTICLE 4 - MONTANTS DE L'ACCORD-CADRE

Les montants par lot et par poste de l'accord-cadre sont détaillés comme suit :

- **Pour le lot 1 :**
 - Poste 1 (forfaitaire) : le montant du poste 1 est forfaitaire et figure sur l'acte d'engagement du lot 1 signé par le(s) titulaire(s). La décomposition de ce montant est disponible dans le document « Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) » en annexe 1 à l'acte d'engagement.
 - Poste 2 (à bons de commande) :
 - Pas de montant minimum
 - Montant annuel maximum : 17 600€HT (dix-sept mille six cents euros) soit 22 000€ TTC annuel (vingt-deux mille)
 - Montant maximum global : 70 400€HT (soixante-dix mille quatre cents euros) soit 88 000TTC (quatre-vingt-huit mille euros) sur 4 (quatre) ans

- **Pour le lot 2 :**
 - Poste 1 (forfaitaire) : Le montant du poste 1 est forfaitaire et figure sur l'acte d'engagement du lot 2 signé par le(s) titulaire(s). La décomposition de ce montant est disponible dans le document « Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) » en annexe I à l'acte d'engagement.
 - Poste 2 (à bon de commande)
 - Pas de montant minimum
 - Montant annuel maximum : 36 000 €HT (trente-six mille euros) soit 45 000TTC annuel (quarante-cinq mille euros)
 - Montant maximum global : 144 000€HT (cent quarante mille euros) soit 180 000TTC (cent quatre-vingt mille euros) sur 4 (quatre) ans

Les montants des prestations unitaires objet du poste 2 de chacun des lots sont fixés dans le bordereau de prix unitaires en annexe 1 à l'acte d'engagement.

ARTICLE 5 - PRIX

5.1 - Date d'établissement des prix

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » ou « mois 0 », conformément à la réglementation en vigueur.

5.2 - Type et forme du prix commun à l'ensemble des lots

Le prix des prestations objet du poste 1 est forfaitaire, ferme et révisable ;

Le prix des prestations objet du poste 2 est unitaire, ferme et révisable.

L'unité monétaire utilisée dans le présent accord-cadre est l'Euro (€).

5.3 - Contenu des prix

Les prix comprennent tous les frais, taxes et d'une manière générale, toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations dans les conditions stipulées au présent accord-cadre. Les prix sont réputés inclure :

- Les frais afférents à la réalisation des prestations ;
- Les frais de transport et de livraison ;
- Tous les frais annexes, les produits, les consommables et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

5.4 - Application de la TVA

Les prestations de l'accord-cadre sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée au taux normal en vigueur lors du fait générateur.

Lorsque le taux ou l'assiette de la taxe à la valeur ajoutée est différent, à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette en vigueur à la date d'élaboration de l'offre, les prix de règlement tiennent compte de cette variation, sauf disposition particulière édictée en vertu de la réglementation générale des prix.

5.5 – Modalités de révision des prix communes aux deux lots

Les prix sont révisés au début de chaque période annuelle de reconduction par application de la formule définie ci-après. La première révision sera effectuée au commencement de la première reconduction.

$$P1 = P0 \left(0,15 + 0,85 \frac{S1}{S0} \right)$$

Dans cette formule :

P1 = représente le prix révisé,

P0 = représente le prix initial contractuel,

S0 = désigne le dernier indice SYNTEC publié du « mois zéro » ou « mois 0 ».

S1 = désigne le dernier indice SYNTEC connu publié à la date de révision annuelle.

L'indice SYNTEC est publié par la Fédération SYNTEC et reconnu par le ministère de l'Economie et des finances.

Pour la mise en œuvre de ces formules, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'EXECUTION COMMUNES ET OPERATIONS DE VÉRIFICATION

6.1 – Lieu d'exécution des prestations

Les prestations sont exécutées aux frais et risques du titulaire à l'adresse suivante :

ENSTA Paris - Centre de l'Yvette
181, chemin de la Hunière
91120 PALAISEAU

6.2 Opérations de vérification

6.2.1 Début d'exécution commun aux deux lots

Poste 1 :

Conformément aux dispositions de l'article 13 du CCAG/FCS, la date de début d'exécution des prestations au titre de la maintenance préventive correspond à la date de notification dudit lot.

Poste 2 :

Conformément aux dispositions de l'article 13 du CCAG/FCS, pour chaque lot, la date de début d'exécution sera mentionnée sur le bon de commande ; à défaut, la date de notification du bon de commande vaudra date de début d'exécution des prestations.

6.2.2 Constatation de l'exécution des prestations

Fonction	Coordonnées
Responsable Division de Soutien et du Patrimoine Immobilier (DSPI)	laura.perrin@ensta-paris.fr
Technicien	francis.carpentier@ensta-paris.fr

6.2.3 Vérification et admission des prestations poste 1 commun aux deux lots

Par dérogation à l'article 28 du CCAG/FCS, l'acheteur dispose d'un délai de sept (7) jours calendaires à compter de la remise du rapport d'intervention détaillant les actions réalisées au titre de la maintenance préventive (par courriel avec accusé de réception) par le titulaire pour procéder aux opérations de vérification et notifier sa décision au titulaire.

Conformément à l'article 30 du CCAG/FCS, la décision prend la forme d'une admission, d'un ajournement, d'une réfaction ou d'un rejet.

L'accusé de réception du courrier postal ou du courriel vaut date de notification de la décision au titulaire. En l'absence de décision dans les délais impartis, les prestations sont réputées admises.

6.2.4 Vérification et admission des prestations poste 2 commun aux deux lots

Par dérogation aux articles 27 à 29 du CCAG/FCS, les opérations de vérification sont effectuées par une personne mandatée par la Division de Soutien et du Patrimoine Immobilier (DSPI).

En cas de non-conformité constatée, le titulaire disposera alors de 24 heures ouvrées à compter de la notification de la DSPI pour remédier à la non-conformité en cas de pannes mineures, sans incidence avec le fonctionnement courant des installations.

En cas de pannes majeures et bloquantes portées par l'appréciation de la personne mandatée par la DSPI, le titulaire disposera d'un délai de six (6) heures à compter de la notification de la non-conformité pour y remédier.

Dans le cas d'une non-conformité non résolue, le responsable de la DSPI ou son représentant désigné procèdera au rejet de la prestation objet du bon de commande ou à une admission partielle.

ARTICLE 7 – RESPONSABILITE

7.1 Obligation de moyens du titulaire quant aux postes forfaitaires (Postes 1)

Le titulaire s'engage dans le cadre d'une obligation générale de moyens à tout mettre en œuvre pour assurer la meilleure qualité et continuité des services qu'il apporte, et plus précisément à atteindre les objectifs fixés dans le CCTP.

7.2 Obligation de résultat du titulaire quant aux postes à bons de commandes (Postes 2)

Le titulaire s'engage à obtenir les résultats définis dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) MA2023 003 60.

Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire s'engage à engager tous les moyens supplémentaires pour la réalisation d'une prestation conforme, à ses frais et sans augmentation des montants.

ARTICLE 7 – CONDITIONS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE (POSTES 2)

ENSTA Paris passera les bons de commande au fur et à mesure de ses besoins.

7.1 Durée maximum d'exécution des bons de commande

Les bons de commande émis par l'ENSTA Paris pourront être notifiés au titulaire pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Passé ce délai, aucun bon de commande ne pourra être émis.

Toutefois, l'exécution des bons de commande déjà notifiés sera poursuivie jusqu'à son terme dans la limite de trois (3) mois après la date de fin de validité de l'accord-cadre.

7.2 Modalités d'émission des bons de commande

7.2.1- Dispositions générales

Les bons de commande sont signés par le représentant du pouvoir adjudicateur ou son représentant dûment habilité. Ils sont établis sur la base des prix unitaires fixés aux BPU de chacun des lots annexés à l'acte d'engagement.

7.2.2 - Contenu des bons de commandes

Les bons de commandes comporteront les renseignements suivants :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- la référence de l'accord-cadre ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation des prestations ;
- le prix unitaire hors taxes (par référence au BPU à l'acte d'engagement) ;
- les quantités commandées ;
- le montant hors taxes et toutes taxes comprises des prestations commandées ;
- le délai d'exécution ;
- le lieu d'exécution.

ARTICLE 8 – PENALITES

8.1 - Autorité habilitée pour les sursis et les prolongations de délais

Les autorités habilitées à octroyer les prolongations de délais et les sursis sont la Directrice Générale ou le Directeur Général des Services d'ENSTA Paris.

Les pénalités s'entendent sur tous les jours ouvrés hors période de fermeture d'ENSTA Paris.

8.2 - Pénalités de retard dans l'exécution des prestations

8.2.1 Pénalités Communes aux deux lots en cas d'absence de remise de documents

Par dérogation à l'article 14 du CCAG, en cas de non remise des documents dus pour la bonne exécution du marché, notamment du planning d'intervention annuel, dans un délai de vingt (20) jours à compter de la notification écrite de la DSPI, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de cinquante (50) € par jour calendaire de retard.

8.2.2 Pénalités applicables au titre de la maintenance préventive (postes 1)

Par dérogation à l'article 14 du CCAG, en cas de non-respect du délai d'intervention tel que défini dans le planning d'intervention remis par le titulaire, ce dernier encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de cinquante (50) € par jour calendaire de retard.

8.2.3 Pénalités applicables au titre de la maintenance corrective (postes 2)

- Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, si les délais d'exécutions maximum définis à l'article 2.2.3 du CCTP sont dépassés du propre fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes à compter de la notification du bon de commande :

Criticité	Délai maximum	Montant de la pénalité
Urgente	T0 + 6h00	50 € par heure de retard
Non urgente	T0 + 72h00	50 € par jour calendaire de retard

- Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, si les délais d'exécutions définis dans les bons de commande sont dépassés du propre fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 euros supplémentaires par jour calendaire de retard.

ARTICLE 9 - CONDITIONS FINANCIÈRES DE L'ACCORD-CADRE

9.1 – Avance

Sans objet.

9.2 – Acomptes

Sans objet.

9.3 – Financement

Le présent accord-cadre est financé sur les crédits budgétaires d'ENSTA Paris.

9.4 – Modalités de paiement

- **Poste 1** : Le paiement est déclenché à la réception de la décision d'admission de la prestation sur la base du forfait trimestriel, suite à remise du rapport d'intervention.

- **Poste2** : Pour chaque bon de commande, à la réception de l'admission des prestations, le titulaire enverra une facture comme suit :

9.4.1 - Envoi de la facture au format dématérialisé

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont obligatoirement effectués via le portail gratuit de facturation CHORUS PRO à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> en prenant en compte les renseignements ci-dessous :

Identifiant du service	19750003600029
Désignation	ECOLE NAT SUP DE TECHNIQUES AVANCEES
Libellé de service	Pôle de l'Exécution Budgétaire et Comptable

Code service	EBC
Statut	Actif
Engagement obligatoire	OUI
EJ obligatoire	MA 2023 003 60
Numéro de TVA intracommunautaire	FR 64197500036

Toute facture reçue en dehors du portail de facturation recommandé, pourrait être rejetée.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

9.4.2 - Mentions obligatoires

En application de l'article 1 du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, les factures doivent comporter les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

9.5 – Généralités

Les paiements afférents au présent accord-cadre seront faits conformément aux règles de la comptabilité publique, par des virements au compte du titulaire. Le mode de règlement est le virement SEPA.

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable d'ENSTA Paris.

L'ordonnateur chargé de la liquidation financière ainsi que de l'émission des mandats est la Directrice Générale d'ENSTA Paris.

9.6 - Délai global de paiement

En application de l'article R.2192-10 du code de la commande publique, il est précisé que le délai maximal de paiement est de 30 jours. Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Pour la facturation électronique, la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur correspond à la date de notification du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation CHORUS. Le délai de paiement court également à compter de la date d'effet de la décision d'admission si cette date est postérieure à la date de réception de la facture.

En cas de dépassement de ce délai de paiement, la personne publique versera au titulaire des intérêts moratoires, dans les conditions réglementaires.

9.7 - Cession de créance et nantissement

Le titulaire peut être admis au bénéfice du régime institué par les articles R.2191-46 et R. 2191-63 du code de la commande publique.

ENSTA Paris remet au titulaire à sa demande, soit une copie de l'original de l'acte d'engagement revêtue de la mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché, soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité est remis par l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement au comptable assignataire en tant que pièce justificative pour le paiement.

Ce bénéficiaire encaisse seul, à compter de cette notification ou signification au comptable, le montant de la créance ou de la part de la créance qui lui a été cédée ou donnée en nantissement.

9.8 - Gestion des avoirs

Lorsqu'une prestation n'a pas pu être réalisée en totalité, qu'une facturation a eu lieu à tort, un avoir est émis par le titulaire.

Cet avoir doit indiquer le numéro de facture auquel il se rapporte, le nom du missionné, la date de la mission et son montant en euros HT et TTC.

L'avoir est exigible sous un délai de HUIT (8) jours ouvrables calculé à partir de la date de confirmation de l'annulation.

ARTICLE 10 – OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE

10.1 – Obligation de confidentialité

Dans le cadre des dispositions prises par le Gouvernement à l'égard des sociétés travaillant pour la Défense Nationale, le titulaire s'engage à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit et sans autorisation écrite de la personne responsable du marché, de tout élément porté à sa connaissance dans le cadre du présent accord-cadre, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution des prestations précédemment définies.

Le titulaire retenu s'engage à compter de la signature du présent accord-cadre à respecter un accord de confidentialité.

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail clandestin. Il doit également s'engager aux mêmes exigences vis-à-vis de ses sous-traitants éventuels.

Le personnel du prestataire doit se conformer aux consignes de sécurité en vigueur et aux prescriptions du règlement intérieur qui leur est applicables.

Le prestataire s'engage à détruire toute la documentation concernant le réseau de l'ENSTA Paris susceptible de lui être remis dans le cadre de la prestation.

10.2 Obligation d'information

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur, de tout changement survenu dans son organisation, sa chaîne d'approvisionnement ou sa stratégie industrielle susceptible d'affecter le respect de ses obligations contractuelles ainsi que toute modification des prix réglementés.

Le titulaire s'engage à fournir les numéros d'espèce tarifaire de ses produits (le code douanier conforme au code de nomenclature douanière appelé système harmonisé (code SH), composé de 12 caractères numériques et d'une clé alphabétique).

Lorsque les produits relèvent du règlement européen n°1907 « REACH » du 18 décembre 2006, le titulaire s'engage également à fournir les fiches de données de sécurité des produits du marché ; il les met à jour en cours d'exécution du marché.

Dans le cas où le titulaire viendrait à cesser son activité, la personne publique se fera remettre tous les documents.

10.3 – Mesures de sécurité

L'entreprise doit se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCAG/FCS. En cas de violation de ces obligations, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

Les horaires d'accès sur le site seront du lundi au vendredi de 7h30 à 19h00.

L'accès à ENSTA Paris est soumis à autorisation d'accès :

Pour les intervenants permanents il sera établi une autorisation permanente d'accès avec la délivrance d'un badge si nécessaire.

Pour les intervenants ponctuels une demande d'autorisation d'accès sera à effectuer au moins 24h00 au préalable. Les noms, prénom, nom de la société, raison de de l'intervention et lieux de l'intervention devront être transmis.

Certaines zones du site sont des Zones à Régime Restrictif (ZRR), une demande de visite spécifique est nécessaire, avec un préavis de 48h, pour accéder à ces zones avec une autorisation préalable de l'officier de sécurité. Les intervenants devront fournir copie d'une pièce d'identité et être accompagnés en continu.

Des autorisations permanentes pourront être délivrées après enquête ministérielle.

Il sera mis à disposition, contre signature, des équipes d'intervention un badge et un trousseau de passes qui lui permettront d'accéder au site et aux locaux hormis les laboratoires ou l'accompagnement et la prise de RDV sont obligatoires.

Ce badge et ce trousseau de passes seront à prendre en début d'intervention et à rendre à chaque fin d'intervention ou de journée au PCS de l'Ecole situé aux 828 bd des Maréchaux, Palaiseau, à proximité du centre de l'Yvette. Pour toute perte, une facture sera transmise au tarif de 15€ par badge et 80€ le trousseau de passes.

10.3.1 - Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels participant au chantier sera établie et fournie par le titulaire du marché. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article D1211-4 du Code du Travail, le maître d'œuvre, ou son représentant exigera, à l'appui de la liste nominative, la fourniture des copies des titres de travail.

Tout étranger titulaire d'un titre dont la validité est périmée sera exclu du chantier. Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre. Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

10.3.2 - Contrôle des accès

Chaque personne devant porter en permanence un badge nominatif de l'entreprise. Le port de ce badge est bien entendu obligatoire, le non-respect de cette prescription entraînant sans appel le renvoi du contrevenant.

ARTICLE 11 – MODIFICATION DE L'ACCORD CADRE

Pendant l'exécution de cet accord cadre, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications que le titulaire propose dans les conditions de l'article 23 du CCAG/FCS.

Un avenant est signé entre les parties dans l'hypothèse d'une modification de l'accord cadre rendue nécessaire par l'évolution des conditions d'exécution des prestations, en application des dispositions des articles R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique.

ARTICLE 12 – RESILIATION

12.1 Résiliation pour faute

En cas de manquement par le titulaire à l'une de ses obligations contractuelles, l'accord cadre pourra être résilié à ses torts. La décision d'ENSTA Paris mentionnera la date d'effet de cette résiliation ainsi que l'éventuel recours au mécanisme de l'exécution aux frais et risques du titulaire.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que l'administration peut faire exécuter les prestations prévues à l'accord cadre aux frais et risques du titulaire en cas :

- ✓ De résiliation prononcée à ses torts
- ✓ D'inexécution d'une prestation qui, par nature, ne peut souffrir d'aucun retard ou lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service dans les conditions de l'article 45 du CCAG/FCS

S'il n'est pas possible à l'Administration de se procurer, dans des conditions qui lui conviennent, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au marché, elle peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire de l'accord cadre n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix de l'accord cadre, résultant de l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques, est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

12.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation de l'accord cadre pour motif d'intérêt général, tels que la protection des intérêts financiers de l'Etat, les éventuelles restructurations ou réorganisation des services notamment mais pas exclusivement, aucune indemnité ne pourra être réclamée par le titulaire.

Les conditions de résiliation applicables au présent marché sont celles du chapitre 7 du CCAG/FCS.

ARTICLE 13- CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES

13.1 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation préalable et expresse de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance (DC4).

Afin d'obtenir cet agrément, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une déclaration de sous-traitance (DC4).

Le formulaire DC4 peut être obtenu à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire doit fournir :

- La déclaration de sous-traitance DC4 ; ce formulaire est dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas-échéant par le co-traitant), ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-

traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations est présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'autoliquidation),

- Le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE (SIREN),
- Une copie des contrats d'assurance responsabilité civile,
- Un RIB ou RIP,
- Les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec les prestations concernées :
 - Qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites www.qualibat.com et/ou www.qualifelec.fr) ou équivalent,
 - Ou liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché. L'acceptation de chaque sous-traitant et de ses conditions de paiement est demandée dans les conditions prévues aux articles R2193-1 et suivants du code précité.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 10% du montant total du marché public, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions d'agrément ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

En cas de manquement par le titulaire à son obligation de déclaration de ses sous-traitants, il sera débiteur de l'obligation de verser à l'Etat une indemnité forfaitaire égale à 10 000 euros par sous-traitant non déclaré ou non accepté, ainsi qu'une pénalité forfaitaire de 1 000 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur de se conformer à ses obligations contractuelles.

13.2 Assurance

Le titulaire doit justifier, dans les 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages encourus dans le cadre de ses activités. La garantie doit être suffisante, elle doit être illimitée pour les dommages corporels.

13.3 Changements dans la situation du titulaire

Le titulaire s'engage à notifier immédiatement à ENSTA Paris toute modification survenant après notification du marché, concernant :

- Les personnes ayant pouvoir d'engager la société ;
- La forme de la société ;
- La raison sociale et l'adresse du siège ;
- Le capital social ;
- Ainsi que toutes les modifications importantes du fonctionnement de la société.

Toute entreprise mise en redressement ou liquidation judiciaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, du syndic ou de l'administrateur judiciaire désigné, adresser à ENSTA Paris, service des achats, dans les 15 jours suivant la décision de justice, une copie de tous les actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement judiciaire, liquidation de biens ou liquidation judiciaire, ainsi qu'une copie de tous les documents afférents aux autorisations de poursuite d'activités du titulaire, dans le cadre de l'exécution du marché.

13.4 Déclaration de non-exclusion des marchés de l'état

Le titulaire déclare qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du code de la commande publique.

13.5 Infraction à la législation fiscale

Le titulaire affirme, sous peine de résiliation de plein droit du marché ou de sa mise en régie à ses torts exclusifs, qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 50 de la loi 52 401 du 14 avril 1952 modifié par l'article 56 de la loi n° 78 753 du 17 juillet 1978.

13.6 Lutte contre le travail illégal

Le titulaire déclare sur l'honneur :

- Que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L1221-10, L1221-13, L1221-15, L3243-1, L3243-2 et L3243-4 du code du travail ;
- S'acquitter de ses obligations au regard des articles L8221-3, L8221-5 et D8222-5 du code du travail réprimant le travail illégal ;
- Qu'il n'ait pas fait l'objet au cours des 5 dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour travail dissimulé, emploi d'étrangers sans titre, marchandage ou prêt de main d'œuvre illicite, conformément au décret n° 97.638 du 31 mai 1997 pris pour l'application de la loi n°97.210 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal.

ARTICLE 14- LITIGES

Le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents. Les litiges et différends nés de l'exécution de l'accord-cadre sont soumis au juge administratif. Le tribunal administratif compétent est celui de Versailles.

ARTICLE 15- DEROGATIONS

L'article 6.2.3 « *Vérification et admission des prestations poste 1 commun aux deux lots* » du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 28 du CCAG/FCS.

L'article 6.2.4 « *Vérification et admission des prestations poste 2 commun aux deux lots* » du présent CCAP déroge aux dispositions des articles 27 à 29 du CCAG/FCS.

L'article 8 « **Pénalités** » du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 14 du CCAG/FCS.